



## **Les entreprises bourguignonnes, entre déception et optimisme**

La crise n'est pas finie. Mais son impact n'est pas le même, d'un territoire à un autre, selon la filière ou la taille de l'entreprise. Paradoxe : les recrutements de jeunes ont été plus nombreux que prévu. Les chefs d'entreprises restent prudents pour le second semestre.

### **Ce qu'il faut retenir, en quelques lignes ...**

Les résultats du dernier Baromètre Bourguignon des Affaires (BBA) laissent à penser que les chefs d'entreprises de la région ont "décalé" dans le temps leurs espoirs de voir s'achever la crise. Les prévisions de l'Insee, qui envisageait un début de reprise pour la fin 2009, et la mobilisation des pouvoirs publics par le biais de plans de relance massifs avaient pu inciter les acteurs économiques à ne pas faire preuve d'un trop grand pessimisme puisque 18% d'entre eux espéraient une amélioration de la situation au premier semestre 2010 et 25% une stabilisation.

Force est de constater que ces prévisions étaient encore trop optimistes : au premier semestre, la situation économique régionale s'est encore dégradée pour 59% des entreprises bourguignonnes, et deux dirigeants sur trois jugent même que la situation de la France s'est détériorée. Les entreprises avaient surestimé leurs performances à venir : par exemple, 20% seulement ont vu leur chiffre d'affaires progresser alors que 23% espéraient faire mieux ; une sur cinq tablait sur une amélioration de sa situation financière, mais elles n'ont été que 14% à finir le semestre avec un bilan plus favorable.

Le message est donc clair : la crise n'est pas finie. Pourtant, à nouveau, les chefs d'entreprises font montre d'un relatif optimisme pour le second semestre 2010 : si un quart d'entre eux pronostique encore une dégradation de la situation, 12% misent sur un redressement ; cela dit, plus d'un chef d'entreprise sur trois préfère ne pas se prononcer sur l'évolution de la conjoncture régionale, comme s'il n'osait pas afficher son envie d'y croire... La prudence reste donc de mise.

### **L'analyse révèle des situations contrastées...**

La crise n'est pas finie, donc. Les indicateurs l'attestent : le niveau d'activité a progressé lentement (dans 20% des entreprises seulement), la situation financière des entreprises reste délicate (34% ont vu la leur se dégrader), l'emploi s'est encore détérioré dans 21% des entreprises, les marges sont en baisse dans 45% des sociétés et les investissements en recul dans 27% d'entre elles. Mais, l'analyse détaillée des résultats du premier semestre permet d'affiner le constat et de mesurer des différences selon la taille, le secteur d'activité ou la localisation géographique des entreprises.

#### **Premier constat**

Les grandes entreprises ont tiré leur épingle du jeu. Plus d'une sur trois (36%) a vu son niveau d'activité augmenter au premier semestre, alors qu'une sur quatre seulement osait l'espérer ; une sur quatre a constaté une amélioration de sa situation financière et a investi. Les marges se sont également moins détériorées dans les grandes entreprises que dans les autres. Cela dit, ce sont les grandes entreprises qui ont le plus supprimé d'emplois : 34% reconnaissent avoir licencié du personnel ; dans le même temps, ce sont aussi des grandes entreprises qui ont le plus recruté, puisqu'une entreprise sur cinq de plus de 50 personnes a embauché pendant les six premiers mois de l'année. Sur l'ensemble de ces critères, les entreprises importantes affichent, pour le premier semestre, de meilleures performances que les plus petites. Et du coup, elles se montrent plus confiantes pour la suite : la moitié par exemple table sur une hausse du chiffre d'affaires, 24% d'entre elles prévoient d'investir, près d'une sur cinq envisage de recruter...

## Deuxième constat

Certains territoires sont davantage à la peine... C'est le cas de la Saône-et-Loire, probablement pénalisée par son caractère industriel marqué. Par exemple, 16% seulement des chefs d'entreprises de ce département indiquent une augmentation de leur chiffre d'affaires au premier semestre, ce qui place la Bourgogne du sud en dernière position parmi les quatre départements bourguignons. Au regard de la situation financière, là encore la Saône-et-Loire est lanterne rouge, avec 38% d'entreprises qui affichent une dégradation. Pour l'avenir, ce sont les dirigeants du « 71 » qui se montrent les moins optimistes : 29% seulement misent sur une augmentation de leur activité au second semestre, quand ils sont 35% en Côte-d'Or, et 19% craignent une dégradation de leur situation financière (contre 16% des chefs d'entreprises bourguignons en général). Cela dit, ce sont les entreprises nivernaises qui ont le moins investi et c'est dans l'Yonne que l'emploi a été le plus fortement touché par la crise et que les chefs d'entreprises sont les moins optimistes quant à l'évolution de l'emploi pour le second semestre. Quant aux marges, elles se sont érodées dans les mêmes proportions quel que soit le département.

## Troisième constat

Des secteurs d'activité comme le bâtiment et les travaux publics semblent cumuler les difficultés, au point que tous les indicateurs y sont négatifs. Près de la moitié des entreprises du bâtiment a vu son chiffre d'affaires diminuer pendant les six premiers mois de l'année. C'est dans cette branche que la situation financière s'est le moins améliorée. C'est là aussi que les entreprises ont finalement le plus renoncé à leurs projets d'investissement. C'est là encore que les marges ont le plus baissé (2% des entreprises ont vu leur bénéfice progresser au premier semestre). Ce sont enfin les dirigeants du BTP qui se déclarent les moins optimistes quant à l'évolution de leur chiffre d'affaires (25% seulement entrevoient une amélioration), de leur situation financière (22%) ou de leurs investissements (12% annoncent des projets) pour le second semestre 2010.

## Les entreprises recrutent des jeunes : étonnant ?

Faut-il y voir un paradoxe, voire une contradiction ? D'une part, 12% seulement des entreprises bourguignonnes ont augmenté leurs effectifs pendant les six derniers mois. D'autre part, 44% d'entre elles indiquent avoir recruté un jeune de moins de 26 ans pendant cette même période ; le taux grimpe même à 60% des entreprises de plus de 50 personnes.

Deux explications sont avancées pour expliquer l'intérêt que portent les entreprises à cette population jeune. Les mesures en faveur de l'emploi des jeunes, mises en place par le gouvernement, ont semble-t-il, pesé favorablement puisque 65% des entreprises interrogées dans le BBA assurent les connaître et qu'elles apparaissent effectivement comme « incitatives » pour 61% d'entre elles. Par ailleurs, les entreprises sont de plus en plus nombreuses à adopter des jeunes par le biais de contrats en alternance : 22% des embauches effectuées lors du premier semestre l'ont été par les voies de l'apprentissage ou de la professionnalisation. Les messages des pouvoirs publics en faveur de l'apprentissage semblent donc porter leurs fruits. Les entreprises veulent aujourd'hui des jeunes « motivés » avant de chercher des jeunes formés ou expérimentés. Dans le bâtiment et les travaux publics par exemple, près de huit embauches de jeunes sur dix concernent des profils peu diplômés voire non diplômés.

Pour autant, l'intérêt porté aux jeunes de moins de 26 ans devrait connaître une accalmie au second semestre. Seulement une entreprise bourguignonne sur trois (31%) prévoit d'en recruter. Cette perspective moins encourageante s'explique principalement par des prévisions d'activité peu favorables à des embauches, de jeunes comme de moins jeunes d'ailleurs. Mais les entreprises de plus de 100 personnes persistent dans cette stratégie : la moitié d'entre elles prévoit encore de recruter des jeunes d'ici à la fin de l'année. La crise n'est donc pas synonyme de chômage assuré pour les jeunes...

Le Baromètre bourguignon des Affaires mis en place en avril 2007 par la Chambre Régionale de commerce et d'industrie de Bourgogne, en collaboration avec les Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Yonne, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire, de Dijon et de Beaune, a pour objectif de collecter, deux fois par an, l'opinion des chefs d'entreprises bourguignons sur la conjoncture économique.

Ainsi, tous les 6 mois, les chefs d'entreprises bourguignons peuvent s'exprimer sur leur perception de leur environnement économique, sur les 6 mois écoulés mais également pour les 6 mois à venir.

Une question flash, différente chaque semestre, permet d'aborder un point spécifique de la vie des entreprises. Ce mois-ci, la question flash permet d'évoquer l'emploi des jeunes de moins de 26 ans.

Ce baromètre, reconduit deux fois par an, donne une vision de l'opinion des chefs d'entreprises dans le temps. A chaque question, les responsables ont le choix entre 3 évaluations : « Amélioration », « Stabilité », « Dégradation » ; ils peuvent ne pas se prononcer.

L'enquête téléphonique, dont les résultats sont repris dans ce document, a été conduite par la société Centre Relations Clients du 29 mars au 23 avril 2010. Elle recense l'opinion de 1.500 chefs d'entreprises bourguignons, dont la majorité d'entre eux avaient déjà été interrogés lors des précédents baromètres.